

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° IC-24-046 de mise en demeure

Société PROLOGIS LXXXIII à MARLY-LA-VILLE

Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 16 septembre 2022 nommant Mme Lætitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 13742 du 15 décembre 2016 autorisant la société PROLOGIS LXXXIII à exploiter un entrepôt au 4 rue Jean Jaurès à MARLY-LA-VILLE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 23-054 du 20 septembre 2023 donnant délégation de signature à Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de Pontoise ;

Vu le rapport du 16 janvier 2024 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France établi suite à la visite d'inspection réalisée le 11 janvier 2024 sur le site exploité par la société PROLOGIS LXXXIII MARLY-LA-VILLE ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 16 janvier 2024 adressé à la société PROLOGIS LXXXIII lui transmettant le rapport du 16 janvier 2024 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

Considérant que le délai laissé à la société PROLOGIS LXXXIII s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

Considérant que la visite d'inspection du 11 janvier 2024 a permis de constater que :

– contrairement à l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2016 susvisé, l'exploitant n'a pas informé le préfet d'une modification de son entrepôt, l'extension de la mezzanine sur la cellule 2,

– contrairement à l'article 7 de l'annexe II modifié par l'annexe V de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé, l'exploitant n'a pas fait réaliser d'étude d'ingénierie de la sécurité incendie pour cette mezzanine de la cellule 2 occupant plus de 50 % de la surface de la cellule.

Considérant que les manquements précités constituent des non-conformités à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; que ces non-conformités sont de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en conséquence, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L. 171-8 en mettant en demeure la société PROLOGIS LXXXIII de se mettre en conformité sur ces sujets ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

A R R Ê T E

Article 1er : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société PROLOGIS LXXXIII implantée sur le territoire de la commune de MARLY-LA-VILLE, 4 rue Jean Jaurès, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de SIX MOIS à compter de la date de notification du présent arrêté** les dispositions de l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 décembre 2016 susvisé et celles de l'article 7 de l'annexe II modifié par l'annexe V de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé.

Pour cela, l'exploitant doit :

- soit porter à la connaissance du préfet la modification de son entrepôt, que constitue l'extension de la mezzanine sur la cellule 2. Il devra alors également faire réaliser l'étude d'ingénierie de la sécurité incendie pour cette mezzanine de la cellule 2 occupant plus de 50 % de la surface de la cellule.
- soit remettre son entrepôt dans l'état tel qu'il a été décrit dans le cadre du dossier d'autorisation initiale puis des dossiers de porter à connaissance transmis, sur la base desquels l'activité a été autorisée.

Article 2 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – B.P. 30322 – 95 027 CERGY-PONTOISE Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 6 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de MARLY-LA-VILLE sont chargés, chacun en qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le **02 AVR. 2024**

Le préfet,

Pour le Préfet,
La secrétaire générale


Laetitia CESARI-GIORDANI

